

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002 Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 05/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NESTLE WATERS SUPPLY SUD

12 boulevard garibaldi
92130 Issy-Les-Moulineaux

Références : -

Code AIOT : 0006601737

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement NESTLE WATERS SUPPLY SUD implanté LES BOUILLENS 30310 Vergeze. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A la suite d'un signalement effectué par l'exploitant le 31 janvier 2026 faisant état d'un dépassement supérieur au double de la valeur limite d'émission en sortie de station d'épuration sur la concentration en DCO (demande chimique en oxygène) et de la poursuite du dépassement les jours suivants, une visite d'inspection a été conduite le 3 février 2026.

Cette inspection avait pour objectif de vérifier la conformité des rejets aux prescriptions de l'arrêté préfectoral en vigueur, d'analyser les causes potentielles de ces non-conformités et d'évaluer les mesures mises en place pour limiter l'impact environnemental.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NESTLE WATERS SUPPLY SUD
- LES BOUILLENS 30310 Vergeze
- Code AIOT : 0006601737
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Nestlé Waters Supply Sud exploite l'usine de production et d'embouteillage d'eau minérale, l'eau Perrier, sur le territoire de la commune de Vergèze.

Les installations exploitées sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2019-008 du 16 janvier 2019 complété par l'arrêté préfectoral n°2021-048-DREAL modifiant la surveillance des rejets en eaux, et l'arrêté préfectoral du 3 juin 2025 relatif aux prélèvements et à la consommation en eau.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Valeurs limites d'émissions des eaux en sortie de la station de traitement	AP Complémentaire du 13/07/2021, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	8 jours
3	Consigne d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/01/2019, article 2.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'incident	Arrêté Préfectoral du 16/01/2019, article 2.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection menée sur le site a mis en évidence plusieurs non-conformités au regard des prescriptions applicables. Les constats sont les suivants :

- Un dépassement des valeurs limites en sortie de station d'épuration (STEP) a été constaté

sur le paramètre DCO à compter du 29/01/2026, avec des concentrations de 61,2 mg/L (29/01) et 140 mg/L (30/01) pour une valeur limite de 50 mg/L.

- Les résultats d'analyses transmis postérieurement à l'inspection confirment une poursuite de la non-conformité du 31/01/2026 au 03/02/2026, avec des concentrations respectives de 98, 92, 118 et 112 mg/L, et une augmentation du flux journalier (de 29,9 kg/j le 01/02/2026 à 84,3 kg/j le 03/02/2026), sans dépassement du seuil de 95 kg/j.
- L'exploitant a indiqué que les investigations menées attribuent l'origine du dépassement à la production d'une nouvelle gamme de boissons à base de fruits, dont la production sur la ligne concernée a été arrêtée le 29/01/2026 à la suite de l'alerte.
- Lors de la visite de la STEP, il n'a pas été possible de vérifier la présence de consignes/procédures d'exploitation formalisées relatives à la conduite et au pilotage de la station.

Les constats réalisés montrent que la station d'épuration a des difficultés à traiter des effluents dont les caractéristiques changent avec l'évolution de l'activité du site.

Au regard des non-conformités constatées lors de l'inspection, une mise en demeure est proposée afin d'encadrer les actions correctives permettant de rétablir la conformité des rejets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2019, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Le samedi 31 janvier 2026, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées, par message vocal puis par courriel, d'un dépassement en sortie de station d'épuration (STEP) sur le paramètre DCO. Les concentrations mesurées les 29/01/2026 et 30/01/2026 étaient respectivement de 61,2 mg/L et 140 mg/L, pour une valeur limite fixée à 50 mg/L. Le flux journalier associé n'a pas dépassé la valeur limite applicable, fixée à 95 kg/j. Une visite réactive a été réalisée le 03/02/2026. Lors de cette visite, l'exploitant a indiqué que les investigations conduites attribuent ce dépassement à la production d'une nouvelle gamme de boissons à base de fruits. Il a également précisé que, suite à l'alerte du 29/01/2026, émise par l'exploitant de la STEP concernant le dépassement, la production de cette gamme sur la ligne concernée a été arrêtée dans l'après-midi du 29/01/2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet son rapport d'incident incluant les éléments précisés dans la prescription citée ci-dessus dans le délai de 15 jours à compter de la fin dudit incident.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites d'émissions des eaux en sortie de la station de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/07/2021, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 : STEP eaux industrielles [...].

Paramètre		Seuils limites	
	Concentration	Unité concentration	flux (kg/j)
DCO	50	mg/l	95

Constats :

Le 31/01/2026, l'exploitant a informé les services de l'inspection d'un dépassement constaté en sortie de la station d'épuration, concernant le paramètre DCO pour les 29/01 et 30/01/2026 :

- DCO avec une valeur seuil limite à 50 mg/L
 - Un dépassement a été constaté à partir du 29/01/2026, sans retour à la conformité à la date de l'inspection.
 - L'analyse effectuée le 30/01 montre une concentration de 140 mg/L, soit plus du double de la valeur seuil établie.

L'exploitant a transmis le 04/02/2026, lendemain de l'inspection, les résultats d'analyses des 01/02, 02/02 et 03/02/2026 .

Contrairement au retour à la normale attendu, ces résultats montrent une augmentation de la DCO en sortie de STEP avec des concentrations respectives de 98, 92, 118 et 112 mg/L, ainsi qu'une augmentation du flux journalier (seuil à 95kg/j) dont la valeur passe de 29.9 kg/j le 01/02/2026 à 84.3 kg/j le 03/02/2026.

Ces résultats constituent une non-conformité aux prescriptions de l'article 4 avec un dépassement des valeurs limites pour le paramètre cité ci-dessus.

La conformité des concentrations en MES et NGL a été vérifiée lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 jours

N° 3 : Consigne d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2019, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les modes opératoires, • la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées, • les instructions de maintenance et de nettoyage, • le maintien dans les ateliers de la quantité de matières nécessaires au fonctionnement de l'installation. <p>L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un tableau partagé regroupant notamment : les plannings de sanitation, les produits utilisés, ainsi que le planning de production. Ce tableau est renseigné par l'équipe production, vérifié et ajusté par le service HSE, puis transmis lors des points quotidiens à l'exploitant de la STEP. Il permet de connaître les flux de substances qui vont être envoyés à la STEP. En situation normale, un point à minima journalier est réalisé avec l'exploitant de la STEP.</p> <p>À la suite de l'incident du 3 décembre 2025, un suivi renforcé est en cours, comprenant : deux analyses en sortie de STEP et des points d'échanges entre l'exploitant (NWSS) et l'exploitant de la STEP à 8h00 et 14h00. Par ailleurs, des analyses sont effectuées en amont de l'entrée de la STEP, sur deux points de relevage.</p> <p>Lors de la visite de la STEP et des échanges avec son exploitant, l'inspection a interrogé ce dernier sur l'existence de procédures/consignes de gestion de la STEP, notamment sur la mise en place d'abaques permettant d'adapter les paramétrages de la STEP au regard des informations issues du tableau partagé, afin de prévenir les dépassements. L'exploitant de la STEP a indiqué que des abaques existent, sans qu'ils aient pu être présentés à l'inspection lors de la visite, et a précisé qu'en pratique, son expérience lui permet d'assurer la conduite de la STEP.</p> <p>Enfin, le tableau des résultats d'analyses réalisé sur les deux points de relevage en amont de l'entrée de la STEP, consulté avec l'exploitant de celle-ci, met en évidence des concentrations très</p>

élevées en DCO dès le 27/01/2026 sur l'un des points de relevage relié à la ligne de production concernée, alors que l'alerte n'a été donnée que le 29/01 en milieu de journée.
L'exploitant de la STEP n'a toutefois pas été en mesure de confirmer la date de réception des résultats d'analyses du 27/01/2026 (réception le 28/01/2026 ou le 29/01/2026 ?).

Cette situation constitue une non-conformité aux prescriptions de l'article 2.1.2, en l'absence de consignes d'exploitation formalisées pour la station d'épuration, ne permettant pas de garantir en toutes circonstances le respect desdites dispositions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois